

## Moines de Tibehirine: Nicolas Sarkozy prêt à lever le secret défense

France

Posté par: Touareg

Publiée le : 9/7/2009 4:42:56

Nicolas Sarkozy veut "la vérité" sur la mort des moines de Tibehirine. Au lendemain des révélations sur une éventuelle bavure de l'armée algérienne, 13 ans après le massacre, le président français a promis mardi de lever le secret défense "sur tout document que nous demandera la justice".

Le chef de l'Etat s'exprimait au lendemain de la publication du témoignage d'un ancien attaché militaire de l'ambassade de France, en poste à Alger entre 1995 et 1998. Entendu le 25 juin dernier par le juge d'instruction antiterroriste Marc Trévidic, le général François Buchwalter affirme que les sept religieux français enlevés en mars 1996 en Algérie sont morts lors d'une opération anti-islamiste de l'armée algérienne. Selon lui, les autorités françaises auraient été informées de cette "bavure" à l'époque mais auraient décidé de garder le silence.

"Je veux la vérité", a déclaré mardi Nicolas Sarkozy devant la presse, en se disant "vraiment déterminé à ce que la lumière soit faite". Selon lui, "il n'y a rien à cacher".

"Naturellement, je lèverai le secret défense sur tout document que nous demandera la justice", a promis le président de la République. "Il n'y a pas d'autre façon de faire la vérité", a-t-il souligné. "Les relations entre les grands pays, elles s'établissent sur la vérité, pas sur le mensonge", a considéré le chef de l'Etat.

Lundi, Nicolas Sarkozy avait simplement souhaité que "la justice fasse son travail", disant n'avoir "pas d'autre commentaire".

Le Parti socialiste a promis d'être "très attentif" à la mise en oeuvre de la promesse de Nicolas Sarkozy de lever le secret défense. L'assassinat des moines avait "ému la France entière", a rappelé Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national aux relations internationales dans un communiqué.

Si le témoignage du général Buchwalter "se révélait exact, cela impliquerait probablement que les autorités françaises et algériennes ont dissimulé les conditions dans lesquelles nos compatriotes ont été massacrés", a-t-il ajouté. "Le Parti socialiste, souhaite que toute la lumière soit faite sur ce drame et que la justice puisse aller jusqu'au bout".

Mardi matin, Alain Juppé, qui était Premier ministre en 1996, a dit n'en savoir "pas plus" que ce qui est écrit dans la presse. A l'époque, tout avait été mis en oeuvre pour obtenir la libération des moines enlevés par le GIA, a-t-il assuré sur France-Info. "Malheureusement, ces négociations ont échoué", a déploré le maire de Bordeaux. "Depuis lors, des rumeurs circulent sur l'origine de ce massacre".

Hervé de Charette, à la tête de la diplomatie française en 1996, a de son côté rejeté l'idée d'une commission d'enquête parlementaire sur la mort des sept moines. "Il n'y a pas d'affaire d'Etat en

France", a jugé l'ancien ministre des Affaires étrangères sur LCI, en soulignant que le général Buchwalter avait fourni un témoignage indirect. "C'est l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme qui a tué l'ours", a-t-il noté. "Personnellement, je suis porté à m'en tenir à la version la plus pratique, celle qui s'appuie sur des faits: le GIA a revendiqué ces événements".

A Alger, aucun responsable officiel, militaire ou civil, n'avait encore commenté mardi le témoignage du général Buchwalter, qui faisait les gros titres de la presse algérienne. "Les délires d'un général français", proclamait la "une" du quotidien francophone "El Watan".

Le quotidien "Liberté" pointait de supposées incohérences dans ses déclarations. Le général François Buchwalter dit avoir recueilli les confidences d'un ami algérien, saint-cyrien comme lui et dont le frère commandait une escadrille d'hélicoptères. D'après lui, les militaires algériens ont tiré sur un bivouac du GIA et "une fois posés, ils ont découvert qu'ils avaient tiré notamment sur les moines". Or, selon "Liberté", qui cite des sources militaires anonymes, les hélicoptères ne se poseraient jamais ainsi lors d'opérations commando.

Dans le même temps, la presse algérienne relève que ce témoignage semble écarter l'hypothèse défendue par certaines ONG et des observateurs: cette opération aurait été organisée par les services de sécurité algériens qui auraient voulu ainsi obtenir davantage de soutien dans leur lutte contre les islamistes du GIA.

Les sept moines avaient été enlevés dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 par un groupe armé d'une vingtaine d'hommes. L'action avait été revendiquée deux mois plus tard, le 21 mai, par le Groupe islamique armé (GIA) de Djamel Zitouni qui avait annoncé l'exécution des moines. Dix jours plus tard, les autorités algériennes annonçaient la découverte des dépouilles. En réalité, seules les têtes des religieux ont été retrouvées. AP

<http://tempsreel.nouvelobs.com>